Grossier, en acceptant le projet de résolution de la Commission.

Intervention de M. Pelletan

M. PELLETAN dit qu'il ne faut pas confondre la question de l'amnistie avec la question de grève dans les services publics.

L'orateur est d'accord avec le ministre sur cette deuxième question. Mais ce dont il s'agit, c'est d'une amnistie, c'est-à-dire de mesures de pardon qui peuvent être adoptées, sans qu'il ait aucun obstacle ni aucune dépréciation de la conduite du ministre en ce qui concerne les mesures de rigueur qu'il a prises.

Il faut donner un traitement égal à tous les ordres de faits.

Le premier projet de la commission donnait l'orateur pleine satisfaction. Il demande que cette première rédaction soit reprise. Quel que soit le nombre des sous-agents exclus, la question d'humanité est la même au point de vue de la mesure qu'elle entraîne la révocation définitive.

Mais la question n'est pas là. Ce qui importe, c'est que les victimes de la grève des postes ne fassent pas exception à la grande mesure d'effacement à laquelle la Chambre est conviée. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

On dit que les condamnations administratives ne tombent pas sous la loi d'amnistie. C'est ce qu'on appelle une raison de principe. Mais ce principe a toute l'apparence d'un expédient déguisé. La loi peut, à tort ou à raison, ce que peut une décision administrative, lorsqu'il s'agit d'une grande mesure d'ordre général.

Le triomphe de l'idée républicaine doit être fait par un grand et large acte de pardon et d'oubli. Voilà l'idée qui a inspiré le projet d'amnistie. Pour y rester fidèle, il ne faut pas qu'il y ait d'exception dans le pardon, quel que soit le procédé employé, d'autant plus que la révocation est la peine la plus dure qui puisse être infligée à un homme qui se trouve ainsi privé de son pain et de celui de sa famille.

Devant le bon sens public, qui voit plus haut que les distinctions juridiques, tout ce qui emporte un effacement dans les faits recueils doit être compris dans la mesure de pardon intégral qu'est l'amnistie. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Il est impossible de refuser leur part de pardon aux facteurs révoqués, parce qu'ils n'ont commis aucun délit, alors qu'on absout les auteurs de pillage et d'incendies. (Nouveaux applaudissements.)

L'orateur rappelle l'émotion produite dans le pays républicain par les acquittements d'officiers rebelles devant certains conseils de guerre.

Si le ministre s'était rappelé quelle émotion ces acquittements ont produite dans le pays, il n'aurait pas assimilé ces deux exemples si différents. (Applaudissements.)

On veut faire une distinction entre les militaires et les autres. Admettons qu'il y ait en des meneurs et que ceux-ci soient plus coupables que leurs camarades; mais n'a-t-on pas amnistié les meneurs dans les actes relatifs aux inventaires? Pourquoi deux poids et deux mesures? (Applaudissements à gauche.)

On craint, dit-on, d'enlever l'autorité du gouvernement et d'encourager une nouvelle grève des postes. Mais ce même argument pourrait être invoqué contre toutes les autres catégories d'amnisties, les auteurs des pillages et des incendies, les déserteurs et les insoumis.

On a amnistié tous les désordres qui se sont produits dans les inventaires; cependant les inventaires ne sont pas finis et le gouvernement fidèle à sa promesse, les achèvera certainement. Il n'a donc pas craint en proposant l'amnistie, d'encourager de nouvelles révoltes.

La vérité, c'est que, le lendemain de ces mesures de clémence, la loi reprend toute sa force et toute son énergie.

Le danger, c'est que l'amnistie ne soit pas assez large.

Qu'on réintègre tous les facteurs des postes; qu'on ne fasse pas d'exceptions; ceux qui seraient exclus seraient considérés comme les victimes des revendications professionnelles.

Le traitement doit être le même pour tous; il ne faut pas qu'ailleurs tous les révoqués cléricaux soient amnistiés; on refuse le bénéfice de l'amnistie au personnel républicain des postes. (Applaudissements à gauche.)

Le sentiment de ce personnel est unanime sur ce point: il réprouve la grève, mais il se sentira atteint si quelques-uns parmi leurs camarades étaient exclus de l'amnistie.

Au moment où la Chambre va statuer sur ce complément nécessaire de l'amnistie, l'orateur adjure le gouvernement de ne pas peser sur le vote de la majorité et de ne pas la contraindre à mutiler cette large mesure de clémence.

M. Barthou dit avoir beaucoup de peine à se mettre d'accord sur cette question de sentiment avec M. le ministre des Postes.

vernement, l'amendement de M. Paul Constans.

La situation n'a pas changé. Il ne peut y avoir d'équivoque sur les intentions et les sentiments du gouvernement à l'égard des 42 agents des postes non réintégré.

Le gouvernement n'a pas prononcé à cet égard un « non-possimus »; mais il demande qu'on lui laisse la liberté qu'il lui incombe. Le ministre, pas plus que M. Pelletan, ne peut admettre l'assimilation entre les ouvriers de l'industrie privée et les ouvriers de l'Etat.

En 1905 M. Pelletan a couragement soutenu devant la Chambre que l'Etat avait un droit supérieur, celui de remplacer les ouvriers qui désertent leur service; et il a appliqué ce principe aux ouvriers des arsenaux.

Le gouvernement actuel n'a pas fait autre chose. (Inter interruptions.)

VOIX A GAUCHE. — Il s'agit d'une amnistie, dans le projet qu'il a déposé, il a voté le principe que le droit syndical serait accordé même aux employés de l'Etat. Les facteurs se sont mis dans leur tort, mais ce tort est excusable et l'on ne peut pas leur refuser l'amnistie pleine et entière dans le même sens que le plus haut tribunal du pays est obligé de rendre devant l'amnistie qui couvre des criminels beaucoup moins excusables. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. F. BUSSON répond que ses amis et lui ne veulent pas qu'on introduise dans la loi une distinction entre les meneurs et les égares. La distinction est la seule raison d'être de la loi. C'est la plus large mesure possible, si l'on demande la suppression.

Les meneurs ne sont pas plus coupables que les autres puisqu'ils ont plus d'ardeur et plus de courage que leurs camarades de travail pour faire accomplir leurs revendications. La raison d'être de la loi est de ne pas laisser porter atteinte aux prérogatives gouvernementales sous le régime républicain.

L'orateur raconte que lorsqu'il était directeur de l'enseignement primaire, il recut la visite d'un instituteur dont on refusait la remise en activité parce qu'il était présenté comme candidat socialiste révolutionnaire. Le ministre de l'Instruction publique d'alors, qui est aujourd'hui ministre des finances, décida la réintégration avec rappel de solde. Voilà le véritable esprit républicain. (Applaudissements.)

M. POINCARÉ, ministre des Finances, — Cela prouve qu'il est bon de laisser au gouvernement le soin d'apprécier les faits.

M. BUSSON rappelle qu'en 1894 la Chambre a voté le principe que le droit syndical serait accordé même aux employés de l'Etat. Les facteurs se sont mis dans leur tort, mais ce tort est excusable et l'on ne peut pas leur refuser l'amnistie pleine et entière dans le même sens que le plus haut tribunal du pays est obligé de rendre devant l'amnistie qui couvre des criminels beaucoup moins excusables. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

M. SARRIEN, président du Conseil, — Le Gouvernement ne peut accepter que le projet de résolution de la Commission.

M. BUSSON. — Les réintégréments ne peuvent être érigés en loi si les mesures prises contre ceux qui ont réintégré sont effacées par l'amnistie. (Mouvements divers.)

L'interdiction d'enseigner prononcée contre les instituteurs et professeurs libres en vertu de l'article 41 de la loi du 30 octobre 1886 est levée.

M. DE RAMEL annonce la proposition de loi de M. Aynard et croit que la Chambre est en mesure de statuer immédiatement. L'interdiction d'enseigner est une peine accessoire que l'amnistie doit faire disparaître.

M. BRIAND, ministre de l'Instruction publique, demande le renvoi à la commission de l'enseignement.

Ce renvoi est ordonné par 425 voix contre 59.

Séance demain à 9 heures du matin et à 2 heures après-midi.

La séance est levée à 7 h. 35.

Le blanc de cèruse

M. PEDEBIDOU, rapporteur, fait observer que cette discussion ne pourrait être terminée avant les vacances. On décide que le projet sera discuté à la rentrée des Chambres.

La séance est levée à six heures et renvoyée à demain.

Le blanc de cèruse

M. PEDEBIDOU, rapporteur, fait observer que cette discussion ne pourrait être terminée avant les vacances. On décide que le projet sera discuté à la rentrée des Chambres.

La séance est levée à six heures et renvoyée à demain.

Le blanc de cèruse

M. PEDEBIDOU, rapporteur, fait observer que cette discussion ne pourrait être terminée avant les vacances. On décide que le projet sera discuté à la rentrée des Chambres.

La séance est levée à six heures et renvoyée à demain.

Le blanc de cèruse

M. PEDEBIDOU, rapporteur, fait observer que cette discussion ne pourrait être terminée avant les vacances. On décide que le projet sera discuté à la rentrée des Chambres.

La séance est levée à six heures et renvoyée à demain.

Le blanc de cèruse

transports de magistrats, sur les frais d'assistance judiciaire.

Elle s'écrit encore une surveillance rigoureuse des dépenses relatives aux frais de liquidation; Y compris, ce qui, dans des congrégations, les liquidateurs seront désormais tenus de justifier de leurs dépenses au moyen de pièces comptables effectives et probantes.

Cette circulaire réglementera définitivement les dépenses; c'est ainsi qu'un expert suffira où trois experts paraissent, jusqu'à, in dispensables; des délais limités seront impartis, pour les opérations d'expertise en outre, sous peine de révocation des experts désignés.

La situation du capitaine Dreyfus après l'arrêt de la Cour de cassation.

Paris, 11 juillet. — La Cour de cassation a continué aujourd'hui sa délibération. On assure que l'arrêt ne sera pas rendu avant vendredi, peut-être même dans les premiers jours de la semaine prochaine.

On se demande quelle sera la situation du capitaine Dreyfus en cas de cassation.

Deux hypothèses sont à examiner: la cassation sans renvoi et la cassation avec renvoi.

Dans la première hypothèse, Dreyfus redevient capitaine d'artillerie breveté d'état-major. Il reprend son rang d'ancienneté au point exact où il se trouvait au moment de sa condamnation. Il est donc en mesure de valoir de la Légion d'honneur, et cela encore légalement et de droit — on pourrait dire automatiquement. En effet, les officiers de l'armée métropolitaine sont inscrits au tableau de concours après vingt-cinq ans de service.

Dreyfus sera donc décoré. La remise de la croix sera faite devant son régiment, conformément aux prescriptions du service en campagne. Cette cérémonie sera évidemment considérée comme la contre-partie de la dégradation.

Reste le point de vue pécuniaire. Nous ne parlons naturellement pas de l'indemnité affectée à l'arrêt judiciaire, que Dreyfus a déclaré ne pas réclamer. Mais il a droit au rappel de sa solde depuis sa première condamnation, et aussi au rappel des différentes indemnités qu'il a touchées depuis ce moment. Le tout représente environ à titre de solde 35 ou 40.000 francs.

Enfin, ayant vingt-neuf ans de services, Dreyfus aura droit à sa retraite dans un an.

Dans l'hypothèse de la cassation avec renvoi, Dreyfus, accusé militaire, serait immédiatement arrêté, et tout resterait en suspens jusqu'à l'arrêt du nouveau conseil de guerre.

DIFFAMATIONS PAR CARTES-POSTALES envers le procureur-général Baudouin

Paris, 11 juillet. — Un comptable de Malsons-Alfort, A. Burtel, a adressé à M. le procureur général Baudouin trois cartes postales qui lui ont valu des poursuites de la part du parquet, pour diffamation et injures.

Devant la 9e chambre correctionnelle qui était aujourd'hui saisie de l'affaire, le prévenu a soutenu que la juridiction correctionnelle n'était pas compétente. Mais il n'a pas réussi à faire triompher ses thèses.

Le tribunal a déclaré compétent et a renvoyé à quinzaine le débat sur le fond.

LES DROITS DE DOUANE

Le gouvernement a déposé un projet de loi ayant pour objet de relever les droits de notre tarif général sur une quarantaine d'articles.

Il fait observer que le plupart des Etats de l'Europe ont récemment relevé les droits inscrits à leurs tarifs généraux pour servir de base à leurs négociations commerciales. Il en résulte que, chez nos nations, les taxes du tarif général sont souvent le double ou le triple des taxes inscrites à leurs tarifs d'usage, établis à la suite des conventions commerciales qu'elles ont conclues définitivement.

restes plus de trente facteurs dont les familles vont souffrir encore pendant de longues semaines.

Nous croyons savoir que le gouvernement procédera la plupart des facteurs révoqués à l'occasion de la Fête nationale du 14 juillet.

Constantinople, 11 juillet. — En 1813, un navire vénitien commandé par le capitaine Florio, et ayant à bord une riche cargaison, fut capturé par une escadre turque dans la mer Egée.

Le capitaine fut mis en prison comme suspect d'avoir fait de la contrebande de guerre au profit des insurgés helléniques.

Il resta deux ans prisonnier, ce n'est qu'après de longs pourparlers entre le gouvernement autrichien et la Porte que les Turcs le relâchèrent. Florio trouva alors son volier dans un état déplorable; de plus, toutes les marchandises que portait le bâtiment avaient disparu. Il réclama des dommages-intérêts au gouvernement ottoman. Avec une ténacité extraordinaire il faisait marcher la diplomatie, plaidait devant les tribunaux compétents; enfin, en 1815, il obtint jugement qui lui reconnaissait le droit à une indemnité.

Peu de temps après le plaideur mourut, laissant à ses héritiers le soin de mener à bonne fin l'affaire.

Elle vient de se terminer. Le gouvernement ottoman a consenti à payer à titre d'indemnité aux héritiers du capitaine Florio la somme d'un million de francs et à faire le nécessaire pour mettre l'argent à la disposition de qui de droit.

L'unique héritier du capitaine Florio était M. Marco Florio, contre-amiral autrichien en retraite, et il est mort deux jours avant de commencer le succès de sa procédure engagée il y a plus de quatre-vingt ans.

Un condamné qui veut être guillotiné

Paris, 11 juillet. — Coupable d'avoir égaré Louis Koch, un souteneur de ses amis, dans un bar du faubourg Montmartre, l'ierre Adam, dit « le Frisé des Halles », ne rencontra aucune indulgence auprès du jury de la Seine, qui, le 29 juin dernier, rendit, en cette affaire, un verdict impitoyable.

Pierre Adam, qui s'imaginait sans doute avoir rendu un signal service à la société, en la débarrassant d'un bandit dangereux, estime que sa condamnation constitue un droit de justice. Et à protesté vigoureusement en déclarant qu'il s'opposait avec la dernière énergie à toute commutation de peine.

« Ah! vraiment, s'est-il écrié à l'issue des débats, je suis condamné à mort! Eh bien, vous me guillotinez, messieurs les juges, car je ne signifierai aucune espèce de recours en grâce. Ça embête-t-ils le président, la ville de Paris, ça m'est égal! »

En conséquence, qu'il est une vaine menace, susceptible d'entraîner des conséquences bien désagréables pour l'administration. Depuis nombre d'années, Paris est privé, en la nuit, d'un lieu d'exécution, et même aucun qu'elle assure, au moins un mètre carré à la suite de l'incendie.

Il s'ensuit que le bourreau est mis dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions à Paris. Le condamné, auquel ces objections ont été présentées, n'a pas dissimulé qu'il avait envisagé tous les inconvénients résultant de son parti pris, et qu'il maintiendrait sa résolution, précisément pour créer des embarras à la société!

Dependant de l'avis de son défenseur, M. Deharambourg, il se pourrait qu'à l'entente du fameux guillotiné Adam devint un gracieux par persuasion. Le refus de signature n'est pas, en effet, un obstacle à la grâce, et, seul, le président de la République a qualité pour statuer sur le sort du condamné. L'avis de celui-ci n'a, du reste, aucune valeur légale.

Vengeance d'une délaissée

Paris, 11 juillet. — Une jeune fille de 25 ans, Mlle Marie Mercier, s'était vue abandonnée, il y a quelques jours, par un ouvrier mécanicien, Henri Privé, avec lequel elle avait entretenu longtemps des relations et qui lui avait promis le mariage. Elle en ressentit d'autant plus de chagrin qu'elle était, pour la deuxième fois, à la veille d'être mariée, et que son ami l'avait engagée à louer un appartement, où ils devaient emménager ensemble, la veille même du jour où il disparaissait subitement. Dès lors, elle se mit à la recherche du mécanicien et jura de le retrouver.

Le rencontrant, hier soir, à quatre heures en face de son domicile, 224, boulevard Pereire, la délaissée le frappa d'un violent coup de coulon sous l'aisselle droite, à la base du crâne, puis se sauva.

Henri Privé a été transporté à l'hôpital Beaujon dans un état grave. Arrêté, une heure après et interrogé par M. Kien, commissaire de police, Marie Mercier a déclaré qu'elle avait appris que son séducteur l'avait quittée pour vivre avec une autre femme. Elle a été envoyée au Dépôt.

FEUILLETON DU 12 JUILLET. — N. 101.

L'ORPHELINE DU MINNEUR

ROMAN HISTORIQUE & RÉGIONAL. PAR A. BURLAT et Louis SOULIE

DIX ANS APRES

IX

M. le marquis de Piré. — Appelez-vous donc, M. Thiers, la noblesse énergique avec laquelle vous avez flétri les défections législatives de 1815, et ne les unitez pas.

« Le vrai, oui ou non, que sur le fond c'est à-dire sur la candidature du prince de Hohenloern votre réclamation a été écoutée, et qu'il y ait été fait droit? Est-il vrai que vous rompez sur une question de susceptibilité très honorable, je le veux bien, mais vous rompez sur une question de susceptibilité. (Mouvement.) »

« Eh bien! messieurs, voulez-vous qu'on dise, voulez-vous que l'Europe tout entière dise que le fond doit être accordé, et que, pour une question de forme, vous vous êtes décidés à verser des torrents de sang? (Réclamations bruyantes à droite et au centre; approbation à gauche.) »

M. le marquis de Piré. — C'est tout le contraire.

M. Thiers. — Prenez-en la responsabilité.

M. le marquis de Piré. — Oui! oui! M. Clais-Bizoin. — Non! M. le président Schneider. — M. de Piré, cessez, je vous prie; n'interrompez pas avec cette animation. (Très bien.) M. Thiers. — Ici, messieurs, chacun de vous doit prendre la responsabilité qu'il croit pouvoir porter.

M. Thiers. — Messieurs, je connais ce dont les hommes sont capables sous l'empire de vives émotions. Pour moi, si j'avais eu l'honneur de diriger, dans cette circonstance les destinées de mon pays... (Nouvelle interruption.) Vous savez bien, par ma présence sur ces bancs, que ce n'est pas un regret que j'exprime; mais je répète que si j'avais été placé dans cette circonstance douloureuse, mais grande, j'aurais voulu ménager à mon pays quelques instants de réflexion avant de prendre pour une résolution aussi grave.

M. Birettau. — Quand on est insulté on n'a pas besoin de réfléchir.

M. Thiers. — Quant à moi, laissez-moi vous dire en deux mots, pour vous exprimer ma conduite et mon langage, laissez-moi vous dire que je regarde cette guerre comme un souverainement impardonnable. Cette déclaration vous blesse, mais j'ai bien le droit d'avoir une opinion sur une question pareille. J'aime mon pays; j'ai été affecté plus douloureusement que personne des événements de 1869; j'en désire la réparation; dans

ma profonde conviction, et si j'ose dire, dans mon expérience, l'occasion est mal choisie. (Interruption.)

« Vous me répondez, à la face du pays, qu'on nous donne des commissions des députés d'après lesquelles on a pris la résolution qui vient de nous être annoncée; car il ne faut pas nous le dissimuler, c'est une déclaration de guerre. (Certains entendent! — Mouvement prolongé.) »

M. Granier de Cassagnac. — Je le crois bien.

M. Thiers. — Sans aucun doute, la Prusse s'est mise gravement dans son tort, très gravement. Depuis longtemps, en effet, elle nous disait qu'elle ne s'occupait que des affaires de l'Allemagne, de la destinée de la patrie allemande, et nous l'avons trouvée tout à coup, sur les Pyrénées, préparant une candidature que la France devait ou pouvait regarder comme une offense à sa dignité et une entreprise contre ses intérêts. (Très bien au centre et à droite.)

« Vous êtes adressé à l'Europe, et l'Europe, avec un empressement qui l'honore elle-même, a voulu qu'il nous fût fait droit sur le point essentiel: sur ce point, en effet, vous avez eu satisfaction. La candidature du prince de Hohenloern a été retirée.

Au centre et à droite. — Mais non! non!

A gauche. — Très bien! Parlez! M. Thiers. — Vous avez exprimé votre opinion; laissez-moi dire la mienne en quelques mots. Cette urgence de laquelle vous êtes si pressés d'user, elle est, vous êtes, vous allez en finir, vous allez avoir la faculté de vous livrer

à toute l'ardeur de vos sentiments: laissez-moi vous expliquer les miens, tout douloureux qu'ils sont, et si vous ne comprenez pas que, dans ce moment, je remplis un devoir, le plus pénible de ma vie, je vous plains. (Très bien! Très bien! à gauche. Réclamations au centre et à droite.)

« Oui, quant à moi, je suis tranquille pour ma mémoire; je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je ne livre en ce moment; mais pour vous, je suis certain qu'il y aura des jours où vous regretterez votre précipitation. (Allons donc! allons donc!)

A gauche. — Très bien! Très bien! M. Thiers. — Eh bien! quant à moi... M. le marquis de Piré, avec violence.

« Vous êtes la trompette antipatriotique du désastre. (N'interrompez pas!) Allez à Coblenz! (Plusieurs membres qui entourent M. de Piré le font asséoir.)

M. Thiers. — Offensez-moi... Insultez-moi... Je suis prêt à tout subir pour défendre le sang de mes concitoyens, que vous êtes prêts à verser si imprudemment!

qui souffrons de vous entendre! (Exclamations diverses.)

M. Thiers. — Dans ma conviction, je vous le répète en deux mots, car si je voulais vous le démontrer, vous ne m'écouteriez pas, vous choisiriez mal l'occasion de la réparation que vous désirez et que je désire comme vous.

M. Gambetta. — Très bien, messieurs. M. Thiers. — Plein de sentiment, lorsque je vois que, cédant à vos passions, vous ne voulez pas prendre un instant de réflexion, que vous ne voulez pas demander la connaissance des dépêches sur lesquelles votre jugement pourrait s'appuyer, je dis, messieurs, permettez-moi cette expression, que vous ne tempérez pas dans toute leur étendue les devoirs qui vous sont imposés.

M. le baron Jérôme David. — Gardez vous leçons; vous les récusons.

M. Thiers. — Dites ce que vous voudrez, mais il est bien imprudent de vous de laisser soupçonner au pays que c'est une résolution de parti que vous prenez aujourd'hui. (Vives et nombreuses réclamations.)

M. le marquis de Piré. — Non! non! M. le marquis de Piré. — Je ne parle pas de votre personne, je parle de vos principes.

M. le président Schneider. — Monsieur de Piré, les manifestations de vos collègues dispensent le président de vous inviter au silence.

M. Thiers. — Je souffre, croyez-le, d'avoir à parler ainsi.

M. le marquis de Piré. — C'est nous,

[A suivre.]

BAPTÈME DELESPAUL-HAVEZ Universellement le meilleur DRAGES — CHOCOLATS LILLE, 98, rue Nationale, LILLE